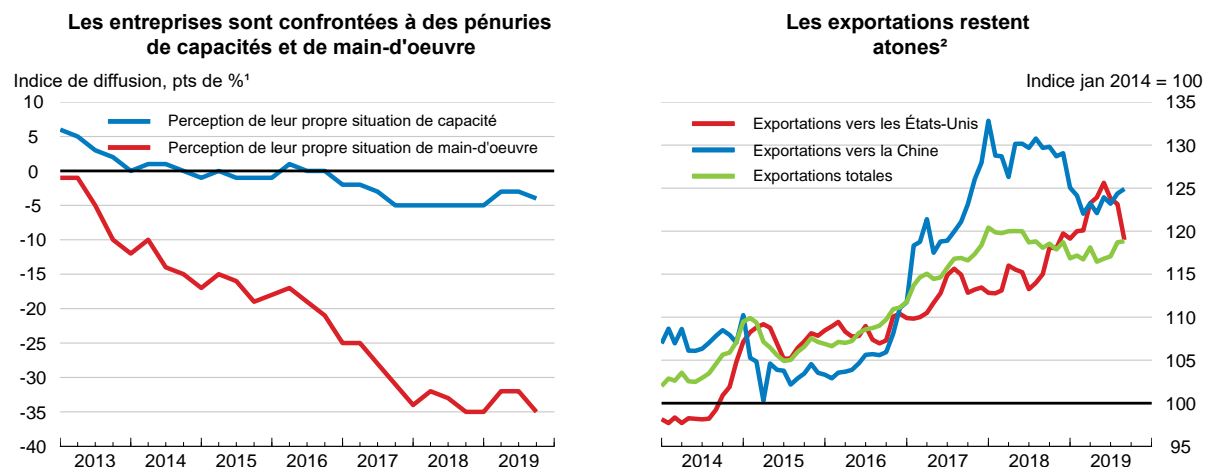


# Japon

On estime que l'économie japonaise a progressé au rythme de 1 % en 2019, mais la croissance devrait quelque peu ralentir en 2020-21. L'effet temporaire de la hausse de la taxe sur la consommation sur l'accroissement du PIB sera atténué par des mesures budgétaires et la tenue des Jeux olympiques à Tokyo en 2020. La hausse des salaires et de l'investissement est soutenue par les pénuries de main-d'œuvre et de capacités, si bien que la croissance du PIB devrait rester proche du taux potentiel de croissance après l'abandon des mesures budgétaires temporaires en 2021. L'inflation devrait se hisser à 1 ½ pour cent d'ici 2021, portée par la progression continue de l'activité économique et des salaires.

La dette brute des administrations publiques atteint un niveau sans précédent de 224 % du PIB, ce qui entraîne des risques graves et exige la mise en œuvre d'un programme d'assainissement détaillé à moyen et long terme, prévoyant de nouvelles hausses progressives du taux de la taxe sur la consommation et des mesures permettant de maîtriser les dépenses dans un contexte de vieillissement démographique rapide. La conduite de réformes structurelles génératrices de gains de productivité et d'emplois est essentielle pour ramener les finances publiques sur une trajectoire durable et améliorer le bien-être. La Banque du Japon devrait poursuivre sa politique monétaire expansionniste jusqu'à ce que l'objectif de 2 % d'inflation soit atteint.

## Japon 1



1. Ces indices de diffusion correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises sondées faisant état de sureffectifs et le pourcentage de celles faisant état d'effectifs insuffisants, et à la différence entre le pourcentage d'entreprises faisant état de capacités excédentaires et le pourcentage de celles faisant état de capacités insuffisantes. Les chiffres relatifs au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2019 reposent sur les prévisions des entreprises.

2. Données corrigées des variations saisonnières (moyenne mobile sur trois mois).

Source : Banque du Japon.

StatLink  <https://stat.link/10.1787/888934045639>

## Japon : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants trillions de YEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
<b>Japon</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	536.0	1.9	0.8	1.0	0.6	0.7
Consommation privée	298.6	1.1	0.4	0.7	0.2	0.6
Consommation publique	106.6	0.3	0.8	2.0	1.3	0.9
Formation brute de capital fixe	125.0	3.0	1.1	2.1	1.2	0.1
Demande intérieure finale	530.2	1.4	0.6	1.3	0.7	0.5
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.5	0.0	0.2	0.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	530.7	1.4	0.8	1.3	0.5	0.5
Exportations de biens et services	87.1	6.8	3.4	-1.9	1.5	3.2
Importations de biens et services	81.8	3.4	3.4	-0.3	1.2	2.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	5.3	0.6	0.0	-0.3	0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	-0.2	-0.1	0.6	0.9	1.0
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	–	0.5	1.0	0.6	1.1	1.2
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	–	-0.1	0.2	0.5	1.1	1.2
Taux de chômage (% de la population active)	–	2.8	2.4	2.4	2.4	2.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	2.5	4.3	4.5	5.0	4.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-3.0	-2.4	-2.6	-2.4	-1.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	222.5	224.1	224.7	225.2	225.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.2	3.5	3.5	3.4	3.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

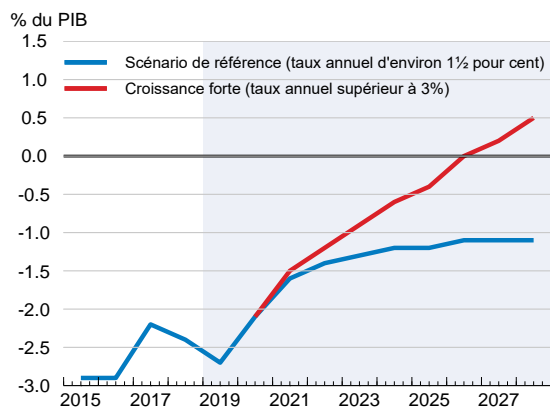
3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

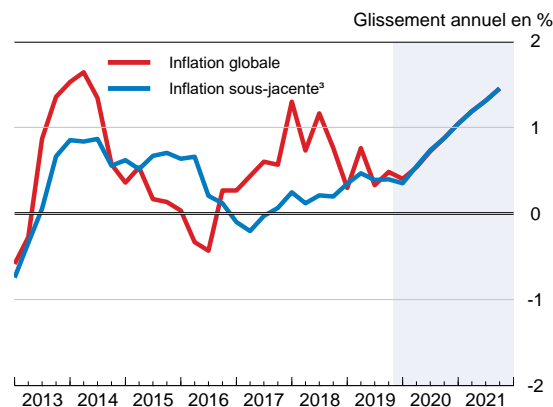
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046589>

## Japon 2

### Le solde budgétaire primaire devrait rester déficitaire jusqu'à l'exercice fiscal 2025 à politiques inchangées<sup>1</sup>



### La hausse des prix à la consommation reste inférieure à l'objectif de 2 %<sup>2</sup>



1. Prévisions du gouvernement en juillet 2019. Les deux scénarios intègrent la hausse du taux de la taxe à la consommation de 8% à 10% en octobre 2019. Solde primaire des administrations centrale et locales, exprimé en pourcentage du PIB et calculé pour l'exercice budgétaire.

2. Les données ne tiennent pas compte des effets du relèvement de la taxe sur la consommation, intervenu en avril 2014, qui, selon une estimation du gouvernement, a fait grimper l'inflation de 2 points de pourcentage au cours de l'exercice budgétaire 2014. Elles excluent également la hausse de la taxe sur la consommation programmée pour octobre 2019, qui majorerait l'inflation de 1.0 point de pourcentage au quatrième trimestre de 2019, ainsi que l'effet de la gratuité des services d'accueil des jeunes enfants âgés de trois à cinq ans, qui réduirait l'inflation de 0.5 point de pourcentage, selon une estimation de l'OCDE.

3. Mesure de l'OCDE, qui exclut les prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Source : Bureau du Cabinet ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Banque du Japon.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046589>

## La croissance est portée par la demande intérieure

Malgré des exportations en berne, pour cause de fléchissement de l'expansion des échanges mondiaux, la croissance économique durant les trois premiers trimestres de 2019 s'est hissée à 1 ¼ pour cent, sous l'impulsion d'une reprise modérée de la consommation privée et de la bonne tenue des investissements des entreprises. Alors que les exportations, en volume, stagnent depuis la mi-2018, les salaires réels progressent au rythme de 1.3 % par an depuis l'automne 2018 et les entreprises comptent accroître leurs investissements de 2.4 % durant l'exercice 2019. La demande intérieure a également bénéficié des retombées du deuxième budget supplémentaire pour l'exercice 2018 et du budget pour l'exercice 2019, qui se sont notamment concrétisés par de nouveaux investissements publics.

Les pénuries de main-d'œuvre ont été amplifiées par le déclin rapide de la population d'âge actif et elles alimentent la croissance des salaires et les investissements des entreprises. Le taux de chômage s'est maintenu aux alentours de 2 ¼ pour cent et le ratio entre offres et demandes d'emploi à 1.6 environ, son plus haut niveau depuis 1974. Les revalorisations répétées du salaire minimum et une incitation fiscale à relever les salaires ont contribué à la progression générale des salaires. Si l'inflation demeure nettement inférieure à l'objectif de 2 % fixé par la Banque du Japon, l'inflation sous-jacente a peu à peu augmenté pour atteindre près de ½ pour cent, la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre s'étant répercutée sur les prix des produits et des services.

## Relever les défis interdépendants du vieillissement démographique et de la dette publique

Pour amortir l'impact économique à court terme du relèvement de la taxe sur la consommation devenu effectif en octobre 2019, le gouvernement a adopté diverses mesures temporaires en matière d'impôts et de dépenses, ainsi que de nouveaux programmes de dépenses durables dont le financement sera assuré par la moitié des recettes supplémentaires recouvrées représentant 1% du PIB. Le déficit primaire devrait rester aux alentours de 2 ½ pour cent du PIB en 2019-20 avant de tomber à 1.9 % en 2021, le gouvernement ayant l'intention de renoncer aux mesures budgétaires temporaires à partir de l'exercice 2021, conformément à son plan d'assainissement des finances publiques visant à atteindre un excédent primaire d'ici 2025. Au-delà de l'objectif d'un excédent primaire en 2025, un programme d'assainissement détaillé et concret sera nécessaire pour rétablir la viabilité des finances publiques. En ce qui concerne les recettes, il conviendrait de s'orienter de préférence vers des impôts induisant moins de distorsions, notamment la taxe sur la consommation, qui devrait être relevée progressivement, et les taxes environnementales. S'agissant des dépenses, la priorité est de contenir les dépenses sociales, en particulier en faisant un meilleur usage des ressources affectées aux soins de santé.

Dans le cadre de sa politique de « contrôle de la courbe des rendements », la banque centrale, qui dispose d'avoirs considérables et poursuit ses achats d'obligations d'État, maintient le taux de rendement des obligations d'État à dix ans aux alentours de zéro. Elle s'est engagée à continuer d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que le taux d'augmentation des prix à la consommation (hors produits alimentaires frais) s'établisse de manière stable au-dessus de l'objectif de 2 % et s'attend à ce que les taux d'intérêt demeurent à leurs niveaux actuels, extrêmement bas, aussi longtemps que nécessaire pour entretenir la dynamique devant conduire à la réalisation de l'objectif. La projection présuppose une orientation accommodante inchangée de la politique monétaire jusqu'en 2021.

Bien que le taux d'emploi des seniors soit relativement élevé, la diminution et le vieillissement de la population japonaise sont tels qu'il est important de supprimer les obstacles à l'emploi des personnes âgées, en particulier des plus de 65 ans. Pour encourager l'emploi des seniors, les autorités pourraient supprimer le droit des entreprises d'imposer un âge de départ obligatoire à la retraite, qui est actuellement fixé le plus souvent à 60 ans, ce qui contribuerait également à réduire l'importance de l'ancienneté dans la détermination des salaires. Mettre fin au dualisme du marché du travail, notamment en réduisant la

protection de l'emploi des travailleurs réguliers, permettrait de promouvoir l'emploi féminin et d'amenuiser les écarts de rémunération considérables qui existent entre les hommes et les femmes. Le gouvernement a l'intention d'accepter 345 150 travailleurs étrangers entre 2019 et 2024 pour pourvoir aux besoins des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre aiguës, tels que la construction, les services d'hôtellerie et de restauration et les soins de longue durée. Dans le cadre du Plan d'action de la stratégie pour la croissance lancée en juin 2019, il entend adopter toute une panoplie de mesures pour réaliser la « Société 5.0 » : encadrement des transactions sur le marché numérique, réformes de la réglementation pour promouvoir de nouveaux services tels que les solutions de technologie financière et poursuite des réformes de la gouvernance d'entreprise. D'autres initiatives seront nécessaires pour stimuler la croissance de la productivité, notamment pour encourager l'ouverture commerciale grâce à des accords multilatéraux.

### **La croissance devrait se maintenir juste au-dessus de la croissance potentielle**

En 2020, la croissance sera dynamisée par les mesures budgétaires destinées à atténuer l'impact de la hausse de la taxe sur la consommation et par la tenue des Jeux olympiques, qui devrait donner un coup de fouet à la consommation privée et aux exportations de services. Les pénuries de main-d'œuvre et de capacités tireront vers le haut les salaires et l'investissement. De ce fait, la croissance devrait se maintenir juste au-dessus du taux estimé de la croissance potentielle en 2021, malgré l'abandon des mesures temporaires de relance budgétaire. Aussi l'inflation devrait-elle atteindre plus facilement 1 ½ pour cent vers la fin de la période.

Le Japon, en particulier son secteur manufacturier, est vulnérable à un nouveau ralentissement de la demande d'importations de la Chine. Le protectionnisme continue aussi de représenter une menace, même si, en vertu de la déclaration conjointe des États-Unis et du Japon de septembre 2019, aucune nouvelle restriction commerciale ne devrait être instaurée à l'encontre des exportations japonaises. La politique budgétaire, notamment l'inscription de nouvelles mesures temporaires de relance au budget supplémentaire pour l'exercice 2019 et au budget pour l'exercice 2020, pourrait contrecarrer la survenue de ces risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions. Le niveau sans précédent de la dette publique du Japon constitue un risque majeur : toute érosion de la confiance dans la viabilité des finances publiques du pays pourrait déstabiliser le secteur financier et l'économie réelle et avoir des retombées négatives de grande ampleur sur l'économie mondiale.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/091669aa-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.